

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

*Bureau Départemental
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement*

C. B. / F. R.

ARRÊTÉ

AUTORISANT L'INSTALLATION D'UN
ELEVAGE AVICOLE DE SELECTION ET DE RECHERCHE
DESTINE A RECEVOIR 68 000 PINTADES, PAR
LA S.A. G A L O R A AMBOISE, EN
Z.I. DE LA BOISTARDIERE

AUTORISATION

N° 11 834

* *

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976 et le décret N° 77-1133 du 21 Septembre 1977, relatifs aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret N° 80-412 du 9 Juin 1980 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU la demande présentée par la S.A. GALOR, dont le siège social est à SOUVIGNY-DE-TOURAIN, au lieu-dit " Les Sables ", sollicitant l'autorisation d'installer un élevage avicole de sélection et de recherche destiné à recevoir 68 000 pintades, à AMBOISE, en Zone Industrielle de la Boistardière ;
- VU les plans et documents produits à l'appui ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU les pièces de l'enquête publique ;
- VU les avis des services techniques ;
- VU l'avis de M. le Ministre de l'Agriculture ;
- VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 9 Septembre 1980 ;
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général d'Indre-et-Loire,

A R R E T E :

Article Premier :

La S.A. GALOR, dont le siège social est à SOUVIGNY-DE-TOURAINNE, au lieu-dit " Les Sables ", est autorisée à installer à AMBOISE, en Zone Industrielle de la Boistardière, un élevage avicole de sélection et de recherche destiné à recevoir 68 000 pintades.

Cette activité est visée par la rubrique N° 58.6° de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 :

Prescriptions générales :

1°) L'installation sera située, installée et exploitée conformément au plan et au dossier joints à la déclaration sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

2°) Les bâtiments seront séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

3°) Les murs et cloisons des bâtiments d'élevage et du couvoir seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptibles d'être souillés. Des vides sanitaires seront effectués à la fin de chaque bande.

Les angles de raccordement des murs entre eux et avec le sol formeront des gorges arrondies.

4°) Les sols seront bétonnés, enduits d'un ciment lisse et pentés vers des caniveaux assurant l'évacuation des eaux de lavage.

5°) Toutes les parties de l'établissement seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces notamment l'épandage sur les litières de produits appropriés tels que superphosphate seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs. La dilution des fientes et leur fermentation seront efficacement combattues.

6°) Au niveau de l'établissement, il y aura de l'eau sous pression, en quantité suffisante.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients, et tous autres objets utilisés, seront entretenus en bon état de propreté.

7°) a - Les fientes du bâtiment de sélection seront acheminées par transporteur caoutchouc dans une benne qui sera conduite chaque jour à l'installation de déshydratation de SOUVIGNY.

b - Les litières des bâtiments d'élevage sorties après le départ de chaque bande seront aussitôt conduits au lieu d'utilisation (station de production de compost de NOYERS).

c - Eaux de nettoyage

Toutes les eaux de lavage, toutes les eaux pluviales polluées seront collectées dans l'établissement et ne rejoindront le réseau public d'eaux usées qu'après passage dans une fosse de décantation de 5 m³ munie de cloison plongeante, en aval d'une grille galvanisée de 5 mm en amont d'une autre grille galvanisée de 10 mm, permettant la décantation des matières en suspension et la rétention des particules légères (plumes - paille).

d - Déchets

Les déchets seront recueillis, stockés et éliminés dans des conditions évitant les nuisances pour le voisinage et facilitant leur récupération et leur valorisation.

Cadavres d'animaux, déchets de couvoir : ils seront acheminés chaque jour à la station de déshydratation de SOUVIGNY, soit remis à l'équarrisseur.

Les déchets assimilables à des déchets de ménage et autres déchets ne seront sans aucun prétexte incinérés mais remis au service d'élimination de la ville d'AMBOISE.

8°) Les aliments destinés à la nourriture des volailles seront entreposés dans un local clos réservé à cet usage ; il sera interdit de nourrir les volailles avec des matières animales ou végétales en putréfaction ou dégageant des odeurs qui pourraient incommoder le voisinage.

9°) Toutes dispositions efficaces seront prises, dans toutes les parties de l'établissement pour éviter l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs nuisibles ainsi que pour en assurer la destruction ; une désinfection sera effectuée après chaque bande.

10°) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse-cour est interdit, sous réserve de l'application de l'article 30 du décret N° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

11°) Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

12°) Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux.

13°) Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15 100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

14°) Prévention du bruit

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'Instruction Ministérielle du 21 Juin 1976, relative au bruit des Installations Classées lui sont applicables.

Tous moteurs de quelque nature qu'ils soient, tous transformateurs et tous appareils, ventilateurs, machines transmissions, actionnés par ces moteurs, tout dispositif d'aspiration, de compression ou de détente de gaz seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

Les appareils susceptibles d'engendrer des bruits et des vibrations seront placés sur socle anti-vibratile.

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit, y compris manutention, voiturage, etc... sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

Les contrôles des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

		Niveau limite en dB (A)		
(Points de contrôle:	Type de zone			
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
(Limite des pro-	: Zone à prédo-	55	50	45
(priétés voisines	: minance d'ac-			
(: tivités			
(: commerciales			
(: et indus-			
(: trielles			
(:			

Les mesures seront faites conformément à la norme NF S 31 010.

L'inspection des Installations Classées pourra demander que des études ou contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Toute utilisation des signaux résultant de cette dérogation devra faire l'objet d'une inscription chronologique sur un livret d'exploitation.

15°) Le nombre de pintades entretenues dans l'installation sera inférieur ou égal à 70'000.

Article 3 :

La présente autorisation cessera de porter effet, si l'établissement n'a pas été mis en activité, ou pour les parties du dépôt non réalisées dans un délai de deux ans à compter de la date du présent arrêté, ou encore si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives.

Article 4 :

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la Préfecture, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 5 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène, etc...

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 :

Avant la mise en activité de l'établissement et au plus tard au terme du délai de deux ans imparti à l'article 3 ci-dessus, le pétitionnaire devra en rendre compte à l'Inspecteur des Installations Classées. Il devra, en outre, se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

Article 8 :

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 Septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le Département.

Article 9 :

MM. le Secrétaire Général d'Indre-et-Loire, le Député-Maire

d'AMBOISE, et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par les soins de M. le Député-Maire.



POUR AMPLIATION
Le Chef du Bureau,

P. LANDOLFINI

Fait à TOURS,

le - 3 OCT. 1980

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Charles MEUNIER

